

UNE RÉPONSE PROGRESSISTE AU PROTECTIONNISME UNILATÉRAL : L'ACCORD OPTIMALE ?

par Arancha Gonzalez

Les progressistes ont éprouvé pendant longtemps des sentiments mitigés concernant la mondialisation. Les raisons en sont compréhensibles : les progressistes soutiennent l'égalité des chances et luttent contre les inégalités excessives. Le commerce international et l'ouverture des marchés ne conduisent pas nécessairement à l'inégalité, mais ils ont, par définition, des effets inégaux.

A lors que le commerce enrichit généralement les pays, de nombreuses personnes dans ces pays font face à des adaptations douloureuses au changement économique. Dans les économies avancées, les travailleurs déplacés par la concurrence des importations moins chères ont souvent besoin de beaucoup plus de temps pour trouver des emplois alternatifs qu'on ne le pensait auparavant.

Dans les économies en développement, certains travailleurs qui perdent leurs emplois lorsque des entreprises inefficaces doivent cesser leurs activités, finissent par entrer dans le secteur informel au lieu d'accomplir davantage de travail productif. Pour ces travailleurs, l'inconvénient du commerce pourrait dépasser les avantages des importations à moindre coût.

Le commerce a des effets similaires à l'évolution technologique qui est essentielle pour la croissance globale de la productivité, mais

#FairTaxation Les progressistes doivent soutenir une plus grande coopération fiscale internationale

@AranchaGlezLaya



il met fin aux emplois de nombreux travailleurs tout en permettant à d'autres de réaliser de meilleures performances et de gagner davantage. Depuis les années 80, les tendances technologiques favorisant les travailleurs hautement qualifiés ont apporté des gains considérables à un petit nombre de personnes, les entreprises et les régions amplifiant ces effets.

Faire face aux effets négatifs du commerce et de la technologie représente le cœur de tout programme moderne progressiste. Cependant, tant qu'un large partage de la prospérité dans le pays et le monde entier fait partie de la promesse faite par

les progressistes aux électeurs, ils doivent accorder de l'attention à la productivité, et par conséquent, au commerce.

L'économie mondiale ouverte basée sur des règles a aidé un milliard de personnes à sortir de l'extrême pauvreté. Pour les pays en développement du Vietnam à l'Éthiopie, les marchés ouverts ont permis d'augmenter la croissance en important du savoir-faire et en utilisant la demande mondiale pour que des personnes quittent leurs activités de subsistance et accomplissent des tâches plus productives. Dans les économies avancées, plus proches de la frontière technologique, les effets du commerce sont moins dramatiques, mais il reste un moteur essentiel des gains de productivité qui accompagnent la spécialisation, l'échelle et la concurrence.

Si l'on permettait au protectionnisme de prévaloir, cela mettrait fin aux perspectives de développement pour les pays du monde les plus pauvres, cela mettrait les objectifs de développement durable hors de portée, comme l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2030. Cela ferait également diminuer le potentiel de croissance des pays riches, en exacerbant potentiellement les tensions politiques qui ont accompagné la lente reprise de la crise financière de 2008-2009. Partout, cela abaisserait le pouvoir d'achat des personnes.

Tant que la mondialisation « fonctionnait », l'ambivalence vis-à-vis du commerce ouvert était un luxe que seuls les progressistes pouvaient se permettre. Plus maintenant. Aujourd'hui, l'agenda progressiste serait composé de trois points :

“

Les progressistes devraient favoriser le "bon commerce": durable sur le plan environnemental, socialement responsable et protecteur des intérêts des consommateurs.

”

Premièrement, s'opposer au protectionnisme du commerce parce qu'il ne protège pas les emplois. Protéger le système commercial basé sur des règles incorporées dans l'Organisation mondiale du commerce, pas par naïveté, mais parce que c'est la manière la plus efficace de gérer les interconnexions de nos économies. Ne pas se débarrasser du système, mais plutôt investir en réformant des règles qui ont été dernièrement mises à jour en 1995, longtemps avant la révolution technologique. Un agenda commercial lié à la technologie pourrait par exemple mieux définir les paramètres pour l'intervention de l'État dans l'innovation technologique. Les progressistes devraient encourager le « bon commerce » : durable sur le plan environnemental, responsable du point de vue social et protecteur des intérêts des consommateurs.

Deuxièmement, agir avec audace au niveau du pays pour s'assurer que les gains et les opportunités du commerce et de la technologie sont largement partagés. L'objectif doit être la protection sociale, pas le protectionnisme commercial. Un enseignement accessible de qualité élevée est un prérequis pour la mobilité sociale. Des politiques actives sur le marché du travail équipent les travailleurs afin qu'ils puissent prospérer dans une économie changeante. L'égalité des genres dans l'économie stimulerait la croissance. Les progressistes pourraient explorer de nouveaux droits économiques comme les subventions en capital ou des revenus de base pour diminuer les inégalités et fournir aux individus une certaine garantie face aux risques économiques.

Pour finir, lutter contre la concurrence fiscale et l'évasion fiscale. La mobilité des capitaux à travers les frontières a encouragé la concurrence fiscale parmi les gouvernements, en les rendant de plus en plus dépendants des taxes sur la consommation et sur les revenus du travail. La recherche montre que les multinationales déclarent une partie disproportionnée de profits dans une poignée de paradis fiscaux. Les progressistes devraient soutenir une plus grande coopération fiscale internationale pour donner aux gouvernements nationaux de meilleurs outils pour financer les politiques sociales qui jouent un rôle majeur pour encourager le soutien populaire pour les marchés ouverts.

Si la réaction protectionniste a quelque chose à nous apprendre, c'est que si suffisamment de personnes sentent qu'elles n'ont aucun intérêt concret dans la préservation de l'économie mondiale ouverte, elles voteront pour les politiciens qui menacent la prospérité pour tous. La tâche des progressistes devrait être de leur donner une raison de voter pour eux.



> **AUTEUR**
Arancha Gonzalez est directrice du Centre du commerce international et assistante secrétaire général des Nations unies.

LES GUERRES COMMERCIALES NE SONT PAS INÉVITABLES

par *Geoffrey Harris*

Après le fiasco du G7 au Canada, les États-Unis ont donné suite à leurs menaces d'appliquer des droits de douane sur de nombreuses exportations chinoises. L'UE est confrontée à un défi complexe pour élaborer une stratégie commerciale cohérente face aux politiques et aux pratiques des deux autres puissances économiques mondiales. Elle devrait éviter de prendre parti et s'en tenir à une vision optimiste selon laquelle la mondialisation peut fonctionner.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> **AUTEUR**

Geoffrey Harris est professeur invité du Collège d'Europe à Bruges et ancien chef adjoint du bureau de liaison du Parlement européen à Washington DC.

Egalement disponible fin septembre: une interview exclusive de l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy

